

De retour de Yaoundé

Le 28 juin dernier, le Défap et l'UPAC (Université Protestante d'Afrique Centrale) ont souhaité rendre hommage à Eric de Putter lors d'une cérémonie à l'Institut français de Yaoundé. De nombreuses personnes avaient fait le déplacement : proches, enseignants, étudiants, représentants de l'Eglise mais aussi Madame l'ambassadrice de France au Cameroun Christine Robichon, le professeur Jean-François Zorn, le vice-président du CEPCA le pasteur Richard Ondji'i Toung, le recteur de l'UPAC Timothée Bouba et la représentante locale de »Semeurs de Liberté' Nadeige Laure Ngo Nlend. Jean-Arnold de Clermont, président du Défap, et Laurent Schlumberger, président du Conseil national de l'Eglise protestante unie de France, ont pris part à la cérémonie. De retour en France, ils ont répondu à nos questions.



Que retenir de cette cérémonie ?

Jean-Arnold de Clermont : « Je retiens deux aspects majeurs, tout d'abord la manière dont nous étions les uns avec les autres. Il s'agissait d'une réflexion des Eglises sur le sens de cet assassinat. En retournant là-bas, nous souhaitions dire qu'il faut retrouver la force de reconstruire.

L'autre chose qui m'a marqué c'est que tous les gens que nous avons rencontré déplorent que la justice se soit enlisée à ce point. »

Laurent Schlumberger : « Tous les proches d'Éric et tous les partenaires étaient représentés. La présence de ces derniers est très encourageante, même si bien-sûr tout reste à faire. Car quatre ans après nous avons encore beaucoup d'interrogations : qui est le commanditaire de l'assassinat ? Qui est l'assassin ? Que s'est-il passé ? Des questions qui attendent encore des réponses.

Il est nécessaire que cette situation se débloque. J'attends ardemment cette évolution même si je sais que ça ne viendra pas seul. Nous continuerons à nous adresser aux différents services et autorités. »

Selon vous, cet hommage aura t-il un impact au Cameroun ?

Jean-Arnold de Clermont : « A la veille du quatrième anniversaire de l'assassinat d'Éric de Putter, il était important de lui rendre hommage, pour montrer que nous ne l'oublions pas et que le combat pour la justice continue. Il s'agissait aussi de faire pression sur les gouvernements français et camerounais pour faire bouger les lignes sur les plans de la justice.

Il faut que les gouvernements français et camerounais trouvent un terrain d'accord. Nous avons rencontré le directeur de l'université et l'ambassadrice de France. Nous demandons également aux Eglises du Cameroun de faire pression sur le gouvernement camerounais ».

Laurent Schlumberger : « Je veux être confiant, je pense que la volonté de trouver la vérité viendra mais rien n'est acquis. Le combat pour la vérité continue. Cette cérémonie avait aussi pour but d'encourager des déblocages. Il y a un vrai travail à faire pour délier les langues et pour que l'on sache ce qui s'est réellement passé. Il reste encore des zones d'ombre et nous espérons que les autorités relanceront la coopération judiciaire franco-camerounaise. Ce silence ne doit plus durer. »